



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration FSU au CDEN 62 du 12 février 2021

La préparation de la rentrée 2021 se fait, pour la FSU, sous le signe d'une grande violence à l'égard des personnels, des élèves et de leurs familles.

Violence en termes d'éducation tout d'abord puisque l'académie se voit amputer de 194 emplois, 33 dans les collèges du Pas-de-Calais alors même que les effectifs continuent à augmenter dans le second degré dans l'académie. Les subterfuges trouvés pour masquer cela, augmentation des seuils, augmentation des heures supplémentaires, triturage de l'IPSne changent rien au constat: des conditions d'enseignement dégradées dans le second degré, et en particulier pour les élèves de l'Education Prioritaire, une concurrence accrue des disciplines pour récupérer quelques allègements dans le second degré, une érosion continue des conditions de l'offre en langues vivantes et en LCA, des SEGPA malmenées qui perdent encore des moyens grâce à une prévision d'effectifs en forte baisse, calculée de manière obscure et incompréhensible puisqu'il n'y a pas de prévisionnel remonté et que les commissions d'affectation n'ont pas eu lieu...Une violence qui touche tous les publics puisque le 1er confinement a creusé des inégalités que rien n'est venu réparer. Ce ne sont pas les heures supplémentaires (impossibles à absorber de toute façon et qui plus est dans le contexte sanitaire que nous connaissons) ou les devoirs faits qui ont pu résoudre cela. Sauf dans l'imagination du ministre. Violence aussi dans le 1er degré puisque même si la dotation reste positive malgré une baisse attendue du nombre d'élèves, elle ne compensera pas le sous- investissement antérieur dans l'école primaire, puisque trop de classes fonctionnent encore avec des effectifs trop importants. Aucune école ne devrait être au-dessus de 25 élèves par classe après fermeture hors éducation prioritaire ou au-dessus de 20 en EP (éducation prioritaire). Or nous avons comptabilisé 102 écoles dans cette situation. De plus, une attention au rural, les cours multiples, l'isolement géographique, l'absence de structures de soins, l'inclusion d'élèves à besoin éducatif particulier ... doivent être pris en compte systématiquement. Par ailleurs, cette dotation ne remplira même pas les engagements que le Ministre s'était lui-même assigné :

- alors que l'amélioration des décharges de direction semblait être une priorité, la majorité des directrices et directeurs ne devrait obtenir aucune amélioration.

- le dédoublement des GS (grandes sections) en EP devrait avoir pour conséquence directe la non- scolarisation de dizaines de TPS (toutes petites sections), se trouvant pour la plupart sans solution alternative. La scolarisation des TPS, pourtant louée par l'administration il y a quelques années, est aujourd'hui jetée aux oubliettes. L'inconstance chronique de notre institution est illisible et irrationnelle : certains 2 ans comptent, d'autres comptent à 1/2, d'autres comptent "pour du beurre" tout cela pour rentrer dans la gestion comptable et correspondre à l'enveloppe contrainte !

- cette dotation ne permettra pas non plus de reconstituer un vivier de remplaçants permettant d'assurer le remplacement systématique de chaque absence et la refondation d'une formation continue ambitieuse, ni de reconstituer et de renforcer les Réseaux d'Aide. Ces personnels, en venant au soutien des équipes et des élèves les plus fragiles participent eux aussi à lutter contre les inégalités. Le ministre fait comme s'il n'y avait pas eu de crise sanitaire !

Violence pour les autres métiers : zéro création de poste de personnels de santé, zéro création de postes de personnels sociaux.... ce n'est pas comme si nous traversions une crise sanitaire et sociale sans précédent, n'est-ce pas? Violence réformatrice également avec la poursuite de réformes qui tournent le dos à plus de 30 ans de démocratisation et font du tri social et de la marchandisation de pans entiers du service public l'alpha et l'oméga de la politique éducative : les expérimentations et projets en matière d'Education Prioritaire en sont un exemple parmi d'autres. Violence sanitaire ensuite puisque les personnels ne se sentent pas suffisamment protégés par l'institution. Les collèges et les écoles continuent de brasser en jauge complète et les dernières consignes en matière de restauration sont au mieux un pis-aller. Par contre, la sédentarisation en collège, alors qu'elle n'a pas fait les preuves de sa pertinence, entrave et dégrade les conditions d'enseignement. Et tend à hiérarchiser les disciplines voire à attaquer leurs fondements.

En ce qui concerne l'Éducation Physique et Sportive (EPS), les dernières mesures gouvernementales dans le renforcement du protocole sanitaire ont amené à des modalités d'enseignement très disparates, pour ne pas dire parfois ubuesques, quand par exemple les IA-IPR EPS incitent les professeurs d'EPS à s'adapter pour inventer des nouvelles pratiques non référencées dans le cadre institutionnel telle que la balle au prisonnier ou demandent à se mettre en réseau pour mieux innover; charge aux professeurs donc de construire leurs propres réseaux...

Se multiplient aussi les situations où se pose un véritable problème d'hygiène voire de dignité quand les accès aux vestiaires et aux toilettes sont interdits aux élèves et aux enseignants. Certains chefs d'établissement n'adressant même aucune demande vers les mairies.

Se multiplient les situations qui amènent souvent des parents à crier au scandale sollicitant alors parfois violemment les chefs d'établissement et/ou les collègues, les situations qui conduisent à l'explosion de l'absentéisme, les situations qui deviennent accidentogènes du fait de la pratique sportive extérieure par ces temps de froid et de pluie. Autant de conditions dégradées, auxquelles s'ajoute la grande vétusté des installations sportives ouvertes, qui conduisent à une grande fatigue professionnelle des collègues voire à de la détresse pour certains amenant de plus en plus à des arrêts maladies.

Violence sanitaire encore parce que dans nombre d'endroits les masques ne sont toujours pas distribués normalement aux personnels et encore moins aux AESH, qu'il faut systématiquement les réclamer. Et que dire du dernier modèle Education Nationale trop petits pour nombre de personnels ? Que dire de l'interdiction des masques artisanaux et de l'absence de gratuité des masques pour les élèves ? Que dire une nouvelle fois du hiatus entre les chiffres de contamination de l'Institution et ceux de Santé Publique France ?

Violence encore avec le projet de loi 4D contre lequel nous nous élevons parce que les personnels infirmiers sont un maillon essentiel du service public d'éducation. Leurs missions et leur nombre doivent être renforcés. La crise que nous traversons le montre chaque jour davantage. De la même façon, nous sommes opposés au projet relatif aux adjoints-gestionnaires.

Violence sociale enfin parce que la crise est instrumentalisée pour dégrader le service public d'éducation, augmenter les inégalités, trier les publics et bloquer définitivement un ascenseur social déjà très ralenti. C'est une bombe à retardement. Pour la cohésion sociale et la démocratie.